

ANNEXE 3 à la délibération N° 2020/ du 29 mai 2020

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200305-2020-
050-BREGLE-AU
Date de télétransmission : 09/03/2020
Date de réception en préfecture : 09/03/2020



Règlement d'intervention FISAC Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce ACTION N° 1 : Accompagner la modernisation des entreprises



Le Ministère de l'économie et des finances a souhaité accompagner la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et ses communes membres dans leur projet de redynamisation de l'offre commerciale en mobilisant notamment les financements du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) dans le cadre d'une OCMR (Opération Collective en Milieu Rural).

Il s'agit d'accompagner financièrement et directement les commerces, l'artisanat et les services de proximité des centres-villes et des centres-bourgs dans leur projet de modernisation, de sécurisation et d'accessibilité des locaux commerciaux.

Ces aides publiques aux entreprises sont attribuées dans le respect des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Elles sont régies par le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 qui a déclaré certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE et par le règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (dit régime de minimis).

1. Territoire éligible

Les 45 communes qui composent la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire sont éligibles au programme FISAC.

Chaque commune a défini son périmètre de centre-ville ou de centre-bourg. Le projet de l'entreprise doit donc intervenir sur ce périmètre de centralité.

2. Secteurs professionnels concernés

Sont concernés les secteurs professionnels qui relèvent :

- de l'artisanat ;
- du commerce de détail, y compris les cafés et les restaurants, lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale ;
Si tel n'est pas le cas, ces restaurants peuvent cependant être pris en compte à condition qu'ils aient un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12,5 jours par semaine) et que leurs exploitants exercent, en sus, une activité commerciale complémentaire dans leur établissement (épicerie, point poste, dépôt de pain, etc.) ;
De même, sont éligibles les stations-services dont la gestion est assurée par un exploitant indépendant ou par une commune, lorsque leur chiffre d'affaires est inférieur à 1 million d'euros hors taxes, y compris la taxe de consommation intérieure sur les produits énergétiques ;
- des services de proximité.

Sont exclus du champ d'intervention FISAC, les secteurs professionnels suivants :

- les entreprises de transport de marchandises
- les activités de commerce de gros
- les professions libérales, y compris les auto-écoles, les courtiers d'assurance, les agences immobilières, les établissements bancaires et les loueurs de fonds
- les professionnels de santé, les ambulanciers et les taxis ambulanciers lorsque la majeure partie de leur chiffre d'affaires provient de prestations de santé

les activités liées au tourisme telles que les campings, les restaurants gastronomiques, les hôtels et hôtels-restaurants

- les sociétés de fait, les sociétés civiles immobilières (SCI) ainsi que les loueurs de fonds.

3. Entreprises concernées

Il s'agit des **entreprises de proximité**, sédentaires et non sédentaires, et plus précisément les entreprises commerciales, artisanales et de services, individuelles ou sociétaires, ainsi que leurs établissements secondaires, inscrites au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

- dont le siège social, ou le lieu de réalisation des investissements, est situé dans le périmètre de centralité défini par les communes. Pour les activités non sédentaires, les entreprises devront avoir leur siège sur la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et proposer leur offre de façon régulière (pour les marchés, justifier d'un abonnement) au moins sur une commune relevant du périmètre communautaire ;
- justifiant, au moins, d'un premier exercice comptable clos ;
- avec un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1 million d'euros afférent au dernier exercice comptable ;
- autonomes, c'est à dire non détenues à plus de 25 % du capital ou des droits de vote par une ou plusieurs autres entreprises. Si le capital est détenu par une personne morale, les statuts seront demandés pour vérifier l'autonomie de l'entreprise ;
- en situation économique et financière saine, dotées de capitaux propres positifs selon le dernier exercice comptable, et en situation régulière vis-à-vis de leurs obligations sociales et fiscales ;
- dont la surface de vente est inférieure à 400 m² ;
- apportant un service à la population locale ou permettant le maintien d'un service local (par exemple en combinant vente locale et e-commerce). Les clients de ces entreprises sont principalement des consommateurs finaux c'est-à-dire des particuliers.

Les micro-entreprises sédentaires sont éligibles au FISAC dès lors qu'elles disposent d'un local commercial ou qu'elles ont pour projet de s'installer dans un local commercial. Les micro-entreprises non sédentaires sont également éligibles dans les conditions annoncées précédemment. En l'absence de bilan comptable, les deux derniers avis d'imposition sur le revenu, les déclarations du chiffre d'affaires à l'URSSAF et un compte de résultat des deux derniers exercices seront demandés.

4. Investissements éligibles

Sont éligibles les investissements visant à :

- **moderniser les locaux d'activité et les équipements professionnels**, y compris les véhicules de tournées (utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité et /ou de livraison dans les communes dépourvues d'activités commerciales) et les aménagement de ces véhicules. Les outils numériques facilitant notamment le développement d'une offre de vente de service et de produits en ligne (site internet, mailing...) ainsi que les équipements permettant la mise à disposition des produits sur des horaires élargis (distributeurs par exemple) sont également éligibles ;
- **sécuriser et rendre accessibles** à tous les publics les entreprises commerciales, artisanales et de services, y compris via des technologies numériques ;
- **rénover les vitrines**, hors vitrophanie.

Le matériel d'occasion pour lequel un devis a été établi par un professionnel, est éligible sous réserve de la production d'actes authentifiant la vente et d'une attestation du vendeur selon laquelle le matériel n'avait pas été subventionné à l'origine.

Cette disposition s'applique également dans le cas d'acquisition de camions de tournées d'occasion.

Les membres de l'instance se réservent le droit d'examiner au cas par cas les devis et d'accepter ou non la dépense envisagée comme éligible.

Dans le cadre d'une délocalisation communale, les projets se feront en concertation avec les communes concernées. Une attention particulière sera portée à ces projets lors de l'instruction.

Ne sont pas éligibles :

- les investissements d'entretien normal des locaux d'activité ou de simple renouvellement de biens et d'équipements ainsi que le petit matériel d'un montant unitaire inférieur à 100 € HT acheté un seul exemplaire
- les investissements financés sous forme de location financière ou de crédit-bail, même si l'option d'achat in fine est prévue
- les assurances ou les extensions de garantie liées aux investissements
- les acquisitions foncières et immobilières
- le matériel roulant banalisé sans aménagement spécifique et sans usage professionnel unique
- l'auto prestation : main d'œuvre et matériaux, y compris ceux achetés à l'extérieur de l'entreprise
- les acquisitions de matériel réalisées auprès des particuliers
- les investissements qui bénéficient d'un autre financement de l'État.

5. Nature, montant de l'aide

L'aide est accordée sous la forme d'une **subvention**, sous réserve des crédits budgétaires accordés par le Ministère de l'Économie et des Finances, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et les communes.

Conformément au régime « de minimis » fixé par la Commission européenne, en présentant sa demande d'aide, chaque entreprise sera tenue de déclarer l'ensemble des aides publiques perçues durant les trois dernières années.

Les aides sont attribuées avec les conditions suivantes par entreprise :

- plancher des dépenses subventionnables : 10 000 € HT
- plafond des dépenses subventionnables : 75 000 € HT.

Répartition des cofinancements suivant l'état d'avancement du programme FISAC :

Jusqu'à 800 K€ d'investissements cofinancés par le FISAC				
Nature des dépenses	ETAT - FISAC	CA SAUMUR VAL DE LOIRE	COMMUNES	TOTAL INTERVENTIONS
Modernisation des locaux, sécurisation, rénovation des vitrines	20 %	15 %	5 %	40 %
Accessibilité	30 %	20 %	10 %	60 %
Au delà de 800 K€ cofinancés par le FISAC				
Modernisation des locaux, sécurisation, rénovation des vitrines, accessibilité	10 %	20 %	10 %	40 %

Les aides sont allouées à des entreprises viables et ne doivent pas induire de distorsion de concurrence.

6. Cumul des aides publiques

La subvention attribuée n'est pas cumulable avec une autre subvention, pour le même objet d'investissement.

Une entreprise ayant déjà bénéficié d'une subvention dans le cadre de ce programme FISAC ou dans le cadre de « Saumur Val de Loire Commerce Artisanat et Services » ne peut représenter une nouvelle demande d'aide.

7. Modalités du dépôt de dossier et examen des demandes

Le bénéficiaire s'engage à fournir un dossier complet auprès des services du Développement Économique de la Communauté d'Agglomération comportant les pièces suivantes :

- une présentation de l'entreprise, du projet et son plan de financement prévisionnel (dossier type)
- un extrait du Répertoire des Métiers datant de moins de 3 mois ou pour les entreprises non inscrites au RM, extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS),
- les liasses fiscales complètes (ou bilans comptables) pour les deux derniers exercices pour les entreprises justifiant de plusieurs années d'activités,
- les devis détaillés HT et TTC pour tous les investissements. Les devis concernant l'accessibilité PMR des locaux commerciaux devront être chiffrés séparément,
- l'accord écrit des emprunts bancaires,
- les statuts pour les entreprises constituées en société (si le capital est détenu par une personne morale, les statuts des deux sociétés seront demandés pour vérifier l'autonomie de l'entreprise)
- l'autorisation du permis de construire ou de l'autorisation de travaux si l'investissement le nécessite (à défaut, la copie du récépissé du dépôt de la demande pourra être acceptée) ,
- l'autorisation écrite du propriétaire d'effectuer les travaux pour les entreprises locataire,
- la déclaration des aides publiques (aides de minimis),
- le Relevé d'Identité Bancaire de l'entreprise.

Le dossier doit être déposé avant l'engagement des dépenses. Lorsque le dossier est complet, Saumur Val de Loire en accuse réception auprès du bénéficiaire et en informe la commune.

L'accusé de réception ne préjuge pas de la décision d'octroi ultérieure de l'aide par les financeurs.

La date de dépôt du dossier complet fixe la date d'éligibilité des pièces justificatives, cette date sera mentionnée dans l'accusé de réception du dossier. Dès lors, seules les dépenses acquittées postérieurement à cette date seront prises en compte pour le versement de l'aide sollicitée.

Les demandes de subvention sont examinées par l'instance politique locale du commerce qui émet un avis sur chaque dossier. Le chef d'entreprise vient présenter son projet en instance locale.

Cette instance réunit les élus et les techniciens des collectivités concernées par le projet, les techniciens des chambres consulaires et, éventuellement, la DRFIP. La DRFIP pourra transmettre son avis en amont de l'instance si elle ne peut être présente physiquement à la commission.

Les engagements sont ensuite approuvés par l'instance délibérante compétente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et par le conseil municipal des mairies concernées par le projet.

8. Modalités de versement de l'aide

Les entreprises bénéficiaires disposent d'un délai de 12 mois à compter de la date de notification de l'aide, pour réaliser leurs investissements conformément au projet. A l'échéance de ce délai de réalisation, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 6 mois pour fournir les pièces justificatives nécessaires au versement de l'aide. Sauf dérogation exceptionnelle accordée, le non-respect de ce délai entraîne l'annulation de la décision d'attribution de l'aide.

La subvention est versée au bénéficiaire par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en une seule fois sur production :

- des factures certifiées acquittées (dont factures d'acomptes) par le fournisseur ou par le demandeur ;

autorisation de permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- d'une photo des investissements réalisés (photo avant et après-travaux) ;
- d'un tableau récapitulatif des dépenses (modèle fourni par le service) visé par le demandeur ;
- d'une photo attestant la pose d'une affichette dans les locaux de l'entreprise mentionnant la participation financière des différents partenaires concernés.

La Communauté d'Agglomération procède au versement total de la subvention à l'entreprise pour l'ensemble des cofinancements.

VU pour être annexé à la décision du Bureau n° 2020-050 DB du 5 mars 2020

Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,



Jean-Michel MARCHAND